

organisant l'activité de la presse professionnelle, instituant une procédure méthodique d'octroi de la carte de presse et créant des structures d'appui à la presse nationale. D'autres textes portant sur d'importantes dispositions en matière de contrôle et de financement des structures médiatiques sont également en cours.

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur - Fraternité - Justice

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

Direction Générale des Infrastructures de Transport Routier

Avis de Report

Il est porté à l'attention des potentiels soumissionnaires que la date de dépôt et d'ouverture des plis relative aux travaux de construction de la route Tidjikja- Kiffa - Selibaby, initialement fixée au 5 mai 2021 à 12h00, a été reportée au 19 mai 2021 à 12h00 heure locale.

Ebaye Mayive

HORIZONS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
ÉDITÉ PAR L'AGENCE MAURITANIENNE D'INFORMATION



DIRECTEUR DE PUBLICATION,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AMI :

Mohamed Fall Oumeir Beye

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION :

Maarouf Ould Oudaa

RÉDACTEUR EN CHEF :

khalilou Diagana

SECRETAIRE DE REDACTION :

Abderrahmane Ould Cheikh

CHEF DIVISION MAQUETTE :

Elhadrami Ould Ahmedou

TIRAGE : IMPRIMERIE NATIONALE

ADRESSES UTILES

Police Secours	17
Sapeurs Pompiers	118
Brigade Maritime	4525 39 90
Brigade Mixte	4525 25 18
SOMELEC (Dépannage)	4525 23 08
SNDE	4529 84 88
Météo	4525 11 71

COMMISSARIATS DE POLICE

Commissariat TZ - 1	4525 23 10
Commissariat TZ - 2	4524 29 52
Commissariat Ksar 1	4525 21 66
Commissariat Ksar 2	4525 27 38
Commissariat El Mina 1	4525 12 97
Commissariat El Mina 2	4524 25 24
Commissariat Sebkha 1	4525 38 21
Commissariat Sebkha 2	4524 29 82
Commissariat Riadh 1	4524 29 35
Commissariat Riadh 2	4524 29 50
Commissariat Arafat 1	4525 10 13
Commissariat Toujounine 1	4525 29 30
Commissariat Dar Naïm 1	4524 29 56
Commissariat Dar Naïm 2	4524 29 53
Commissariat Teyarett 1	4525 24 71
Commissariat Teyarett 2	4524 29 51
Commissariat Spécial Aéroport	4525 21 83
Commissariat Voie publique	4525 29 65
Direction Régionale de la Sûreté	4525 21 59
Police Judiciaire	4525 54 49

HÔPITAUX

Centre Hospitalier National	4525 21 35
Hôpital Cheikh Zayed	4529 84 98
Polyclinique	4525 12 12
PMI Pilote	4525 22 16
PMI Ksar	4525 20 19
PMI Teyarett	4525 35 94

CLINIQUES

Clinique Moulaty	4525 13 41
Clinique Najjar	4525 49 42
Clinique Kissi	45 29 27 27
Clinique Dr. Moumine	4525 10 02

AMI



FAX: 45 25 55 20

E-mail : Chaabrim@gmail.com

amiakhbar@gmail.com

B P: 371/ 467

Direction Commerciale

45 25 27 77

E-mail: dgsami@yahoo.fr

Siège: 45 25 29 70/45 25 29 40

Le Président de la République donne le coup d'envoi du projet «système de sécurité et de surveillance publique de Nouakchott»

Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a présidé mardi dans les locaux de la direction générale de la Sûreté nationale, la pose de la première pierre du projet du système de sécurité et de surveillance publique de la ville de Nouakchott.

A cette occasion, le Président de la République a coupé le ruban symbolique donnant le coup d'envoi du démarrage des travaux et a dévoilé la plaque commémorative de cet important projet.

Le Président de la République a écouté des explications relatives à ce projet, sur les détails de sa réalisation, ses composantes et les étapes de ses travaux, ainsi que sur son futur rôle dans la maîtrise de la circulation, dans la préservation de la sécurité, dans la protection des citoyens et de leurs biens et dans l'amélioration du visage de la capitale.

A son arrivée sur le site du projet, le Président de la République avait été accueilli par le Premier ministre, M. Mohamed Ould Bilal, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, le directeur général de la Sûreté nationale, le wali de Nouakchott-Ouest et la vice-présidente du conseil régional de Nouakchott, ainsi que par le hakem et le maire du Ksar.

Le projet se compose d'un centre de Contrôle dont le siège principal sera construit dans les locaux de la direc-



tion générale de la Sûreté nationale, en plus de trois centres régionaux dans chacune des wilayas de Nouakchott, des postes de surveillance dans chacun des 30 commissariats

de police dans la capitale et l'installation de quatre autres postes au niveau des entrées de Nouakchott. Dans le cadre de ce système de sécurité, chaque moughataa sera char-

gée de la surveillance de son espace géographique.

Les principales composantes de ce nouveau système de sécurité et de surveillance comprennent:

- Des vidéos de surveillance fixes au niveau des carrefours routiers, des avenues et des lieux sensibles,

- Un système de communication complet composé de 1500 appareils radiophoniques portables et extensibles à 3000 en cas de nécessité,

- Un centre de contrôle équipé des technologies les plus modernes lui permettant de surveiller toute la ville de Nouakchott,

- Cinq véhicules mobiles de surveillance et de contrôle à distance se déplaçant entre les trois wilayas,

La fin des travaux de ce projet, qui entre dans le cadre de la coopération solide et exemplaire entre notre pays et la République populaire de Chine, est prévue dans 15 mois.

La cérémonie de pose de la première pierre de cet important projet s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée nationale, M. Cheikh Ould Baya, du président du Conseil constitutionnel, M. Diallo Mamadou Bathia, du leader de l'opposition démocratique, M. Brahim Ould Bekaye, du ministre secrétaire général de la présidence de la République, M. Adama Bocar Soko, de la ministre conseillère à la Présidence de la République, Mme Coumba Ba, des membres du gouvernement, ainsi que de hautes personnalités de l'État et du corps diplomatique accrédité en Mauritanie.

Le ministre de l'Intérieur déclare:

«Le système de sécurité et de surveillance publique de Nouakchott s'inscrit dans les efforts de modernisation des services de sécurité»

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, M. Mohamed Salem Ould Merzoug, a expliqué que le projet "le Système de Sécurité Publique et de Surveillance de la Ville de Nouakchott" s'inscrit dans les efforts de réforme et de modernisation des services de sécurité qui conduira à élever le niveau de protection du public en mettant en place une infrastructure intégrée de surveillance et de communication à Nouakchott. Il s'agit, plus précisément, du déploiement de caméras de surveillance (vidéo), qui permet un suivi, en temps réel, de la sécurité dans les zones sensibles, avec la possibilité d'intervenir immédiatement et efficacement chaque fois que nécessaire, grâce à un système de communication entre les services de police et les autres services de sécurité. Le ministre a fait cette déclaration au cours d'un discours prononcé, mardi, lors de la cérémonie de la pose de la première pierre du projet supervisée par le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani dans les locaux de la direction générale de la Sûreté nationale.

Voici l'intégralité du discours: "Au nom de Dieu le Miséricordieux Dieu bénisse son noble prophète Excellence, M. le Président de la République,



Excellence M. le Premier ministre; M. le président de l'Assemblée Nationale; Honorables dirigeants et chefs d'institutions constitutionnelles, Excellences les ministres; Excellence, M. l'ambassadeur de la République populaire de Chine accrédité auprès de notre pays; Mesdames et Messieurs, Tout d'abord, j'ai le plaisir de vous féliciter à l'occasion du mois béni du Ramadan, en demandant à Allah le Tout-Puissant d'accepter notre jeune

et nos actes de piété. La paix, la tranquillité et la sécurité de nos citoyens resteront au premier plan de nos priorités, et il n'y a pas de place pour la clémence à cet égard. Excellence

C'est un engagement explicite que vous avez pris, Excellence, Monsieur le Président de la République, dans votre programme électoral, «Taahoudati». À cette fin, vous avez chargé le gouvernement de «renforcer nos forces de sécurité en personnel et en matériel, et d'adapter

continuellement leurs tâches aux exigences du développement de nos villes».

Cette priorité est facile à appréhender, car la sécurité est l'essence même des politiques publiques, bien plus son fondement et son objectif. Aucun objectif de développement ne peut être atteint sans quiétude et sécurité.

Notre secteur, dans le cadre de son plan d'action stratégique 2020-2024, en tenant compte de ces orientations, a adopté une vision de réforme et de modernisation des services de sécurité afin de les rendre capables d'assurer la paix, la sécurité et l'ordre public sur tout le territoire national. Excellence, Monsieur le Président de la République

Messieurs et mesdames

Il a été urgent d'apporter une réponse appropriée aux problèmes d'insécurité, en particulier dans nos grandes villes. En conséquence, de larges consultations ont eu lieu entre les autorités administratives et les différents organes de sécurité pour s'accorder sur un diagnostic précis de la situation et définir les grandes lignes des réformes et des mesures à prendre.

Ainsi, des solutions ont été trouvées à deux niveaux en termes de timing :

A court terme, alors que le nombre

d'agents affectés à la sécurité augmente, l'objectif est d'augmenter leur mobilité afin d'améliorer plus largement les taux de couverture des zones urbaines. Dans le même temps, les zones dans lesquelles les activités déviantes sont fréquentes et tendent à devenir des sanctuaires pour ce type de pratiques sont étroitement identifiées et surveillées, afin de les contenir d'abord et de les éliminer.

À moyen et long termes, des réformes institutionnelles et des approches de modernisation de la direction générale de la Sûreté nationale ont été engagées.

Dans ce contexte, l'accent a été mis sur la lutte contre les crimes graves internes et transnationaux, par le biais de la direction de la police judiciaire, qui est exclusivement chargée de cette mission et de la coopération internationale dans ce domaine.

De grands efforts ont également été déployés dans le sens du contrôle des frontières, des flux migratoires et de la migration irrégulière, de sorte qu'une police des frontières aérienne sera chargée de cette tâche.

La modernisation des services de sécurité va de pair avec la bonne utilisation des capacités offertes par les nouvelles technologies. Ainsi, deux

Suite de la page 3

départements ont été créés : une direction chargée de la police technique et scientifique au sein de laquelle une cellule de police technique et scientifique pluridisciplinaire sera créée dans les semaines à venir. Son personnel sera recruté en coordination avec la Faculté des Sciences et Techniques, et cette cellule sera spécialisée dans l'analyse des empreintes digitales et de l'ADN et la reconnaissance faciale avec des fichiers d'identification provenant d'une base de données capable de fournir des listes des types de crimes et des profils de criminels. Le

de la République Mesdames, messieurs, Par souci des normes de qualité, ce projet intègre un ensemble d'équipements et d'appareils techniques incluant:

- un équipement de surveillance pour les zones sensibles;
- Un système de communication de quatrième génération qui comprend:
 - 1 500 stations mobiles avec accès à 3 500 stations;
 - 5 voitures de contrôle mobile;
 - 20 stations de base.

Le système de vidéosurveillance comprend:

- 316 caméras de surveillance pou-



deuxième département est responsable des technologies de l'information et des technologies modernes dans le but d'améliorer la performance et l'efficacité des ressources humaines. Cette approche améliorera les méthodes scientifiques par l'apport décisif de preuves médico-légales, parallèlement à l'utilisation des nouvelles technologies informatiques qui renforcera encore davantage la surveillance des zones sensibles pour prévenir les actes criminels.

Excellence, Monsieur le Président de la République

Messieurs, mesdames

Le projet «Système de sécurité publique et de surveillance de la ville de Nouakchott», dont vous présidez aujourd'hui la cérémonie, est financé par le gouvernement de la République populaire de Chine avec une couverture de 6 milliards et 294 millions d'anciennes ouguiyas. Il s'inscrit dans le cadre des efforts de réforme et de modernisation des services de sécurité, qui visent à élever le niveau de protection du public par le développement d'une infrastructure de surveillance et de communication intégrée à Nouakchott notamment, en déployant des caméras de (vidéo) surveillance permettant un suivi en temps réel de la sécurité dans les zones sensibles. Ce système offre la possibilité d'intervenir immédiatement et efficacement chaque fois que nécessaire, grâce à un système de communication entre les services de police et les autres services de sécurité. Le projet améliorera, également, le traitement des données relatives aux menaces pour l'ordre public et favorisera la gestion des urgences de sécurité, grâce à la communication et à l'intervention urgente des services de police, en particulier dans des zones complexes telles que les grands marchés, les banques, les principaux carrefours routiers et les entrées et sorties des principaux points de la capitale.

Excellence, Monsieur le Président

vant s'étendre jusqu'à 1 000 points d'observation.

- Les sites techniques qui comprennent:

- Un centre de commandement au sein de la Direction générale de la sûreté nationale qui se compose de:
- Un bâtiment de deux étages construit sur une superficie de 500 mètres carrés.

- Trois centres régionaux, dans les bâtiments des services régionaux de sécurité
- 34 postes dans les commissariats de police.

Excellence, Monsieur le Président de la République Mesdames, messieurs

Le projet «Système de sécurité publique et de surveillance de la ville de Nouakchott» s'ajoute aux efforts sécuritaires majeurs qui s'inscrivent dans une stratégie globale basée sur une nouvelle approche sécuritaire visant à redéployer, équiper et configurer nos forces de sécurité, établir des points de passage obligatoires à nos frontières, et contrôler l'état civil en sécurisant les documents grâce à l'adoption d'un système biométrique qui exclut toute fraude.

Grâce à l'adoption de cette stratégie et à sa mise en œuvre, nous avons pu protéger la patrie et le citoyen, instaurer le développement, vaincre le terrorisme et œuvrer à tarir ses sources, tout en continuant à œuvrer pour la protection des institutions démocratiques et à préserver les libertés.

Excellence, Monsieur le Président de la République

Mesdames, Messieurs,

Je ne peux manquer de mentionner, ici, la coopération étroite et historique entre notre pays et la République populaire de Chine, appréciant ce don qui s'inscrit dans le cadre de l'accord économique et technique signé entre les deux pays. Je vous remercie et que la paix, la miséricorde et les bénédictions d'Allah soient sur vous".

Le ministre de la Culture:

« Les textes organisant la presse professionnelle sont en cours d'élaboration »



Le ministère de la Culture, de l'Artisanat et des Relations avec le Parlement a offert, lundi un dîner à Nouakchott, aux journalistes, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse.

Dans le discours qu'il a prononcé, à cette occasion, le ministre, M. Lemrabott Ould Benahi, a déclaré que son département a commencé la préparation des textes organisant l'activité de la presse professionnelle, l'application d'une gestion méthodique d'octroi de la carte de presse et la création de structures institutionnelles au service de la presse nationale.

Il a ajouté que son département a, aussi, entamé la préparation d'autres textes portant des réformes fondamentales dans les domaines du contrôle et du financement des structures médiatiques. Il a, aussi, indiqué que parallèlement, les efforts se sont poursuivis pour redynamiser l'activité de la cellule des chargés de la communication au niveau des ministères pour faciliter le contact des journalistes avec les départements.

M. Lemrabott Ould Benahi a précisé, qu'au plan extérieur, il sera procédé, dans la concertation et le partenariat entre les acteurs du

champ médiatique, à la mise en place de structures et d'approches actualisant le contenu numérique mauritanien à travers l'amélioration de la production des médias nationaux et internationaux sur le pays et d'actions permettant aux correspondants de travailler en toute liberté. A cet effet, le ministre a souligné que son département est déterminé à appliquer l'ouverture facilitant aux journalistes l'accès aux informations fiables leur permettant de mener à bien et en toute liberté leur noble mission dans les meilleures conditions. Il a, ensuite, affirmé que Son Excellence le Président de la République mérite les félicitations et la considération pour sa ferme volonté d'élargir l'espace des libertés et pour ses efforts continus pour réformer le champ médiatique, efforts qui ont été matérialisés, entre autres mesures, par la nomination d'une commission chargée de faire le diagnostic du secteur et de lui proposer des solutions.

M. Lemrabott Ould Benahi a félicité les journalistes à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, et pour la place qu'occupe la Mauritanie au classement de la liberté de la presse dans le monde entier. Il a, enfin, affirmé que son département est déterminé à mener,

avec la collaboration des journalistes, toute action améliorant le paysage médiatique de la Mauritanie, pays libre, démocratique possédant des capacités considérables lui permettant d'occuper une place de choix dans le concert des Nations.

De leur côté, les intervenants ont exposé les problèmes et contraintes qui entravent leur travail, demandant une exécution accélérée des recommandations de la commission de réforme de la presse, l'augmentation de l'appui consacré au secteur, une solution au problème des sociétés privées dont certains employés exercent sans contrat, et d'autres sans salaires ainsi que celui des contractuels dans les entreprises officielles. A la fin du dîner, le ministre a reçu le cahier de doléances des structures exerçant dans le champ médiatique.

Le dîner s'est déroulé en présence du secrétaire général du ministère, du wali de Nouakchott- Ouest, du hakeem de Tervagh- Zeina, du président de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audio-visuel, du secrétaire général de l'Union des Travailleurs de Mauritanie et des responsables du ministère de la Culture, de l'Artisanat et des Relations avec le Parlement.

Réunion à Tidjikja de la commission régionale d'appui à l'enseignement

Le wali du Tagant, M. Moctar Ould Hend, a présidé mardi, à Tidjikja, une réunion de la commission régionale d'appui à l'enseignement. L'objet de la réunion était de préparer le processus d'évaluation et de déterminer les besoins en personnels dans le cadre de la réforme initiée par le ministère de l'Éducation nationale.

Au cours de la réunion, le wali a souligné la nécessité de travailler dans un esprit d'équipe pour la mise en œuvre de la réforme par la mobilisation et la sensibilisation, afin que les enseignants, les parents d'élèves et les autres acteurs de l'éducation s'approprient les objectifs de la réforme et conjuguent leurs efforts pour la mener à terme. Il a ajouté que le ministère a engagé des actions de grande envergure pour sensibili-



ser les différents acteurs et leur expliquer les avantages de la réforme ; il a également appelé la commission régionale d'appui à l'enseignement à poursuivre les efforts dans ce sens. Les participants se sont réjouis de la

rencontre qui perpétue la tradition de concertation instaurée depuis le lancement de la réforme de l'éducation et ont considéré que cette approche participative reste le meilleur gage de réussite de la réforme.

Distribution de 200 tonnes de poissons à 20 mille familles à Nouakchott et à Nouadhibou



Le ministre des Pêches et de l'Économie maritime, M. Abdel Aziz Ould Dahi, a supervisé mardi, depuis la moughataa de Sebkha, Nouakchott ouest, la distribution gratuite de 200 tonnes de poissons congelés à 20.000 familles nécessiteuses à Nouakchott et Nouadhibou. Dans un mot prononcé pour la circonstance, le ministre a déclaré que cette distribution entre dans le cadre de l'opération Ramadan. Pour lui, cela traduit la volonté du Président de la République, Son Excellence M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, à respecter son engagement à ne laisser personne en situation de détresse.

Le ministre a indiqué que les bénéficiaires de la distribution ont été identifiés à partir du fichier social de la délégation générale à la Solidarité nationale et à la Lutte contre l'Exclusion, Taazour. Il a, encore, affirmé que 18.000 familles sont considérées comme les plus pauvres et 2.000 comme vulnérables. Il a ajouté que chaque famille recevra 10 kg de poissons congelés de bonne qualité, d'espèces consommées partout en Mauritanie. Le ministre a,

par la suite, souligné que pour rapprocher ce service des citoyens, 50 points de distribution gratuite ont été ouverts dans les zones à forte densité du public ciblé.

En plus, une cellule a été mise en place, pour contacter les bénéficiaires et les informer de l'ouverture d'un numéro vert. Cela leur permettra de se renseigner et éventuellement de déposer leurs plaintes en cas de problèmes. La directrice générale de la Société nationale de Distribution de Poissons (SNDP), Mme Mahjouba Mint Habib, a affirmé que le lancement du volet spécifique à la SNDP au titre de l'opération Ramadan 2021, est important et vise des objectifs nobles, à savoir distribuer gratuitement du poisson de qualité aux populations pauvres, en l'occurrence les ménages nécessiteux. La directrice générale a salué, à cet égard, les capacités logistiques de la société qui dispose désormais d'un parc de plusieurs véhicules bien équipés pour assurer l'acheminement du produit, dans de bonnes conditions jusqu'aux centres de l'intérieur les plus éloignés. Elle a rappelé que la SNDP dispose actuellement de 33 centres de distribution

couvrant tous les chefs-lieux de wilayas et une grande partie des moughataas prioritaires et que l'infrastructure de réfrigération est composée de 9 plateformes de base et 24 conteneurs, en plus de nombreux points fixes où s'effectue la distribution quotidienne d'importantes quantités de poisson vendues à des prix symboliques. Elle a déclaré que l'entreprise a relevé le défi d'acheminer le poisson sans interruption vers les villes et villages éloignés et qu'elle s'emploie à introduire le poisson dans les habitudes alimentaires de toute la population. Elle a précisé que le grand soutien et la confiance dont bénéficie la SNDP en tant qu'établissement national d'avant-garde et élément essentiel dans les politiques de solidarité sociale est une preuve solide de l'attention que lui porte le Président de la République, Son Excellence M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

A son tour, le directeur général du fichier social et du système d'information de la délégation générale à la Solidarité nationale et à la Lutte contre l'Exclusion, Taazour, M. Ahmed Salem Ould Bedde, qui a salué la politique de coopération intersectorielle. Ensuite, il a indiqué que le fichier social réalisé par la Délégation est devenu un outil pour toutes les interventions dans le secteur social.

Des quantités de poissons ont été remises à certaines femmes chefs de ménage sélectionnées sur la base du registre social et sur présentation de la carte d'identité nationale. La cérémonie de lancement s'est déroulée en présence du délégué général de Taazour, du commissaire à la Sécurité alimentaire, du secrétaire général du ministère, du conseiller du wali de Nouakchott Ouest et du hakem de Sebkha.



Des paniers alimentaires du HCR à un millier de ménages à Kiffa

Le wali-mouçaïd de l'Assaba, wali par intérim, M. Mohamed Ould Abdallah Ould Sidiya, a supervisé mardi, dans les locaux du commissariat à Sécurité alimentaire à Kiffa, l'opération de distribution de paniers alimentaires fournis par le HCR au profit des familles vulnérables.

Cette aide, qui a bénéficié à 1 000 familles, porte sur des quantités de riz, d'huile, de sucre, de lait en poudre, de poisson séché et de biscuits. Le wali par intérim a déclaré, dans

une allocution à l'occasion, que la distribution de ces paniers alimentaires vient en appui du vaste élan de solidarité nationale engagé par les pouvoirs publics pour améliorer les conditions de vie des populations vulnérables.

De son côté, le délégué régional du commissariat à la Sécurité alimentaire, M. Sid'Ahmed Ould Brahim, a déclaré que ce soutien s'inscrit parfaitement dans le cadre des interventions du commissariat à la Sécurité alimentaire qui organise des

opérations de distribution de vivres sur l'ensemble du territoire national en faveur des populations précarisées. Le mois béni de Ramadan a été l'occasion pour le commissariat d'intensifier et d'élargir ce type d'action, a-t-il dit.

Les bénéficiaires, à leur tour, ont exprimé leur satisfaction pour ce geste généreux. Ils ont aussi remercié les pouvoirs publics et les partenaires du pays pour cette marque d'intérêt qui intervient à un moment opportun.

Le ministre des Affaires économiques reçoit le chef de Délégation de l'UE et les ambassadeurs de France et d'Espagne



Le ministre des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs, M. Kane Ousmane Mamoudou, a tenu mardi à Nouakchott, une réunion avec SE M. Giacomo Durazzo, ambassadeur, chef de délégation de l'Union Européenne en Mauritanie, SE M. Robert Moulié, ambassadeur de France et SE M. Jesus Santos Aguado, ambassadeur du Royaume d'Espagne en Mauritanie.

La réunion a été consacrée au suivi et à l'examen des engagements vis-à-vis de la Mauritanie dans la feuille de route de l'Alliance pour le Sahel. La rencontre s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère, du conseiller technique chargé du Développement régional et du G5 Sahel et des membres de la commission nationale de coordination du G5 Sahel.

La directrice générale de l'APIM reçoit l'ambassadeur d'Afrique du Sud



La directrice générale de l'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie (APIM), Madame Aïssata Lam, a tenu, mardi au siège de l'agence une première rencontre avec l'ambassadeur de l'Afrique du Sud en Mauritanie, Monsieur Peter Goosen. Au cours de la rencontre, l'ambassa-

teur a évoqué l'intérêt que portent les entreprises sud-africaines à l'investissement en Mauritanie, notamment dans les secteurs de la pêche, du transport et du gaz. Il a été également question des voies et moyens de promouvoir et d'encourager fortement les liens économiques existant entre les deux pays.

Ministère du Commerce: Campagne de sensibilisation à l'affichage des prix

Une campagne de sensibilisation, organisée par le ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, représenté par la direction de la Protection du Consommateur et de la Répression de la Fraude, a été lancée lundi à Nouakchott.

Menée par des équipes relevant de cette direction et qui porte sur l'affichage des prix des denrées et produits exposés à la vente, cette campagne a pour but d'informer les

citoyens des plus bas prix des produits, conformément aux dispositions des articles 11, 12, 13, 14, 15 de la loi n° 007/2020 sur la protection du consommateur.

Actuellement, 278 magasins au marché central de la Capitale ont été informés de l'obligation de l'affichage des prix. La campagne se poursuit pour les semaines à venir sera généralisée à tous les marchés de Nouakchott.

Journée mondiale de l'ASTHME

Selon l'OMS, l'asthme touche plus de 339 millions de personnes dans le monde. Bien qu'il ne puisse pas être guéri, il est possible de vivre avec et de contrôler correctement sa santé respiratoire. La journée mondiale de l'asthme cette année 2021, est organisée le 5 mai, sous le thème phare : « Idées fausses sur l'asthme ». Parler de l'asthme en temps de Covid-19 revient toujours à sensibiliser d'avantage les asthmatiques à, plus de protection afin d'éviter d'exposer leur tractus respiratoire habituellement fragile aux complications parfois foudroyantes de l'affection coronavirale.

Le tropisme manifestement respiratoire du SARS-CoV-2, responsable de la COVID-19, a vite alerté la communauté médicale et les personnes vivant avec une pathologie respiratoire, en premier les asthmatiques, sur une éventuelle susceptibilité de ces derniers à la pandémie. Un parallèle avait été fait avec la grippe, et plus largement avec les épidémies virales hivernales, qui favorisent les exacerbations d'asthme. Les asthmatiques étaient donc considérés a priori comme des sujets à risque d'infection, notamment d'infection grave. Une crainte qui s'est révélée jusqu'ici infondée, même si la prudence reste toujours de mise face à une infection virale encore très mal connue. Mais les données actuelles convergent : les patients asthmatiques ne semblent pas plus à risque de contracter la COVID-19 que la population générale. De même, en cas d'infection, ils ne semblent pas particulièrement à risque de formes sévères, celles-ci concernant plutôt les patients avec des antécédents cardiovasculaires, les sujets obèses et les diabétiques.

Ces données rassurantes ne doivent pas pour autant faire oublier la nécessité du respect des gestes barrières (lavage des mains, distanciation sociale, etc.).

Elles ne doivent non plus conduire à un laisser-aller côté « infodémie » ; toutes les rumeurs au sujet de l'interrelation asthme-covid-19, surtout sur le plan thérapeutique méritent d'être tirées au clair. En outre, quelques similitudes peuvent prêter à confusion.

L'asthme est une maladie respiratoire chronique, liée à une inflammation permanente des bronches.

Il se manifeste sous forme de crises de quelques minutes à quelques heures avec les signes suivants :

- Un essoufflement ;
- Une respiration sifflante ;
- Une toux sèche ;
- Une sensation d'oppression thoracique.

Des symptômes qui peuvent également annoncer un début de maladie COVID-19. Depuis le début de la pandémie et la mise en place des centres d'appels du numéro vert 1155, de plus en plus d'appels faisant suspecter un cas de coronavirus pour une réelle crise d'asthme, sont reçus. Le SARS-Cov-2, au niveau pulmonaire, entraîne une atteinte

inflammatoire alvéolaire, responsable d'un syndrome de détresse respiratoire aiguë qui explique les besoins en oxygène très élevés, mais aussi la survenue de thromboses.

Quelques différences fondamentales peuvent aider les patients à distinguer la crise d'asthme du COVID-19 :

- La crise d'asthme est le plus souvent soulagée par l'inhalation d'un bronchodilatateur ;
- La crise d'asthme n'est pas associée à certains symptômes caractéristiques du COVID-19 : la fatigue extrême, les maux de tête, la fièvre ou encore la perte de goût ou d'odorat ;
- Le patient asthmatique connaît

souvent bien les signes d'une crise d'asthme, et doit s'alerter si elle ne ressemble pas à ses crises d'asthme habituelles.

En cas de doute, il est de toute façon recommandé de s'adresser à son médecin traitant ou son pneumologue pour avis médical. Si les symptômes ne cessent pas rapidement ou s'ils s'aggravent, il est nécessaire de contacter les services de secours, sans s'y rendre soi-même.

Sur le plan thérapeutique, il est capital que les patients asthmatiques poursuivent leurs traitements de l'asthme pendant l'épidémie, à la fois les traitements de fond et les traitements de la crise d'asthme. Tous les spécialistes sont unanimes pour s'accorder sur la nécessité de poursuivre tous les traitements, y compris :

- Les corticoïdes inhalés ;
- Les corticoïdes oraux au long cours, à la dose minimale efficace ;
- Les bronchodilatateurs inhalés, à prendre en cas de crise et à renouveler jusqu'à 10 bouffées toutes les 20 minutes.

Asthme &



d'asthme. Non, elle n'est pas inéluctable, même si vous êtes un grand asthmatique. Avec une bonne hygiène de vie et un suivi régulier, vous pourriez même y échapper pendant des années, jusqu'à oublier à quoi ça peut bien ressembler. Plus important, c'est d'être diagnostiqué et suivi correctement.

Ça semble évident, mais de récentes études ont prouvé qu'environ deux tiers des asthmatiques ont un asthme insuffisamment contrôlé.

Contrôlé, c'est-à-dire maîtrisé, lorsque l'asthme ne se fait que très peu rappeler à notre bon



En effet, si l'asthme est bien contrôlé, il ne constitue pas un facteur de risque de développer des formes sévères de COVID-19.

Le contrôle de l'asthme est donc la priorité, avec le respect des gestes barrières pour limiter le risque de contracter le virus. On peut maîtriser l'asthme avec des médicaments. On peut aussi en réduire la gravité en évitant ce qui le déclenche.

Une bonne prise en charge permet de donner au patient asthmatique une bonne qualité de vie. Ce qui le rendrait sûrement moins vulnérable aux infections, covid-19 et autres.

Une sensation d'oppression, de difficulté à respirer, qui s'intensifie, parfois jusqu'à provoquer l'asphyxie : c'est la crise

souvenir. Pour ce faire, un suivi régulier auprès d'un médecin est nécessaire, qui prescrira peut-être un traitement de fond. Ces médicaments sont à prendre quotidiennement, au long cours. Cela ne signifie pas qu'il faudra les utiliser à vie. Bien souvent, on peut les arrêter après quelques années, quitte à les reprendre si les crises surgissent à nouveau.

ASTHME et idées reçues :

Les mythes et les idées reçues sont nombreux, en voici quatre assez courants :

- L'asthme est une maladie infantile
- L'asthme est contagieux
- Les exercices physiques sont déconseillés aux personnes



Covid-19

souffrant d'asthme

•L'asthme n'est contrôlable qu'avec des stéroïdes à forte dose

Pourtant, la réalité est toute autre ;

•L'asthme peut survenir à tout âge

•L'asthme n'est pas contagieux. Cependant, les infections respiratoires virales (comme le rhume et la grippe) peuvent provoquer des crises d'asthme.

•Lorsque l'asthme est bien contrôlé, les personnes atteintes d'asthme sont capables de faire de l'exercice et même de pratiquer des sports de haut niveau.

•L'asthme est le plus souvent contrôlable avec des stéroïdes inhalés à faible dose.

Ceci est en accord parfait avec une description faite de la maladie par notre médecine traditionnelle : « la fameuse maladie aux 3M : Ma tiädi, Ma tebra, Ma tictile » littéralement : Non contagieuse, incurable et ne tue pas.

conseiller d'éradiquer toute moquette ou tapis de votre intérieur. Ainsi, les acariens et autres allergènes auront plus de mal à trouver refuge.

De même, aérez très régulièrement votre intérieur, notamment la chambre.

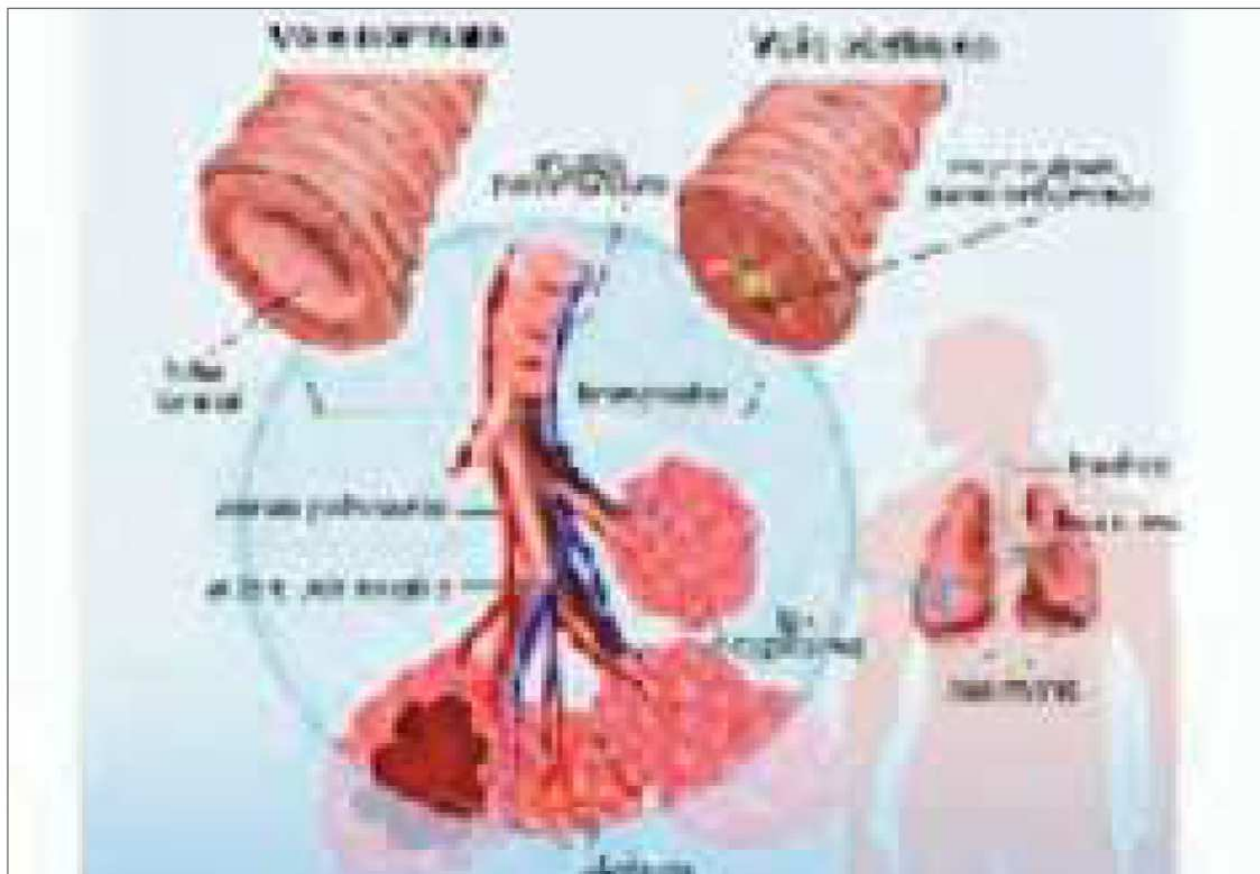
Laissez le lit ouvert lorsque vous aérez : les acariens ne résistent pas à la température de l'extérieur.

Ne dormez jamais dans une chambre confinée, pleines de poussière, de bagages et d'habits...etc. secouez régulièrement vos habits, literie et couvertures...

Choisissez les bons produits de ménage auxquels vous êtes le moins sensibles.

L'usage conseillé d'eau de javel pour la désinfection en temps de coronavirus ne peut être abandonné pour risque d'allergie négligeable voire inexistant chez les asthmatiques.

Il y va de même pour les insecticides qui peuvent juste être ap-



pollution ou de vent de sable : l'oxygène est raréfié et les difficultés à respirer peuvent donc être plus importantes.

Apprenez à reconnaître les

surviene, vous avez de bonnes chances d'y échapper.

Fatigue, toux, yeux qui piquent, nez qui coule, éternuements, céphalées, changement de couleur du visage : si plusieurs de ces symptômes sont présents, la crise n'est peut-être pas bien loin.

Et surtout n'oubliez pas : un asthme correctement soigné est un asthme qui se fait oublier. Si vous ou votre enfant êtes sujet à des crises régulières malgré le traitement, consultez votre médecin

Il a été recommandé aux sujets asthmatiques (comme à toute la population), de proscrire les anti-inflammatoires non stéroïdiens, mais de ne pas interrompre leur traitement par corticoïdes inhalés, qui visent à maintenir un niveau d'inflammation bronchique bas. Du fait de leur mode d'action, les corticoïdes inhalés pourraient même avoir un intérêt en prévention des formes sévères de COVID-

19.

Un bilan à 2-3 mois

Les patients asthmatiques ayant fait une infection COVID-19 doivent bénéficier d'un bilan à distance. Il est important de faire un scanner 2 à 3 mois après l'infection, afin de d'assurer que les lésions pulmonaires ont bien disparu. Ce bilan d'imagerie doit être complété par des explorations fonctionnelles respiratoires. Il doit, plus globalement, être réalisé chez tout patient ayant fait une pneumonie à SARS-CoV-2 qui a nécessité une oxygénothérapie, afin de vérifier la récupération ad integrum de la fonction respiratoire.

Consulter en cas de symptômes inhabituels

Autre recommandation importante : la nécessité de consulter son médecin en cas de survenue de symptômes respiratoires différents de ceux habituellement présentés (réveils nocturnes, nécessité d'augmenter les doses de bêta-2 mimétique, etc.) qui doivent faire évoquer une infection COVID-19, et faire indiquer, le cas échéant, un scanner thoracique et une PCR nasale.

En somme, un asthme modéré sans comorbidité lourde avec, bien suivi et traité, ne représente aucune vulnérabilité face au coronavirus. Mais comme pour toute la population générale, les personnes atteintes de maladies respiratoires chroniques notamment l'asthme doivent observer les mesures barrières.

Dr. EL GhassemOULD MOCTAR



Le traitement de fond est souvent composé de corticoïdes, ce ne sont pas les mêmes médicaments que ceux pris en cas de crise. C'est au médecin de décider de la quantité à prendre chaque jour.

Dans de nombreux cas, la crise d'asthme est provoquée par une substance allergène. Tout l'art de la chose consiste donc à éviter cet allergène une fois qu'il est identifié.

D'une manière générale, la poussière contient une quantité industrielle d'acariens, de matières fécales de blattes et autres poils d'animaux domestiques, particulièrement propices à déclencher une crise.

On ne saurait donc trop vous

pliqués à des heures avancées par rapport au coucher...l'usage des moustiquaires est bien recommandé pour plus de confort des asthmatiques dont les crises nocturnes conduisent assez souvent à des insomnies parfois prolongées et répétées.

Dans le même ordre d'idée, évitez les situations dont vous savez qu'elles risquent de déclencher une crise.

Certains efforts peuvent être néfastes tandis que d'autres ne provoqueront pas de crise : tout dépend des personnes et des degrés d'asthme.

Cela est à envisager avec votre médecin.

Evitez par ailleurs de faire des efforts en extérieur les jours de

signes précurseurs d'une crise. En la traitant avant qu'elle ne

Les plus gros facteurs de risques sont liés à l'association d'une prédisposition génétique et de l'exposition à l'inhalation de substances et de particules dans l'environnement, susceptibles de provoquer des réactions allergiques ou d'irriter les voies respiratoires, comme par exemple:

- Les allergènes à l'intérieur des habitations (comme les acariens dans la literie, les tapis et les meubles rembourrés, les polluants et les squames des animaux de compagnie);
- Les allergènes extérieurs (pollens et moisissures);
- La fumée du tabac;
- Les produits chimiques irritants sur le lieu du travail;
- La pollution de l'air.

L'air froid, les émotions fortes, en cas de peur ou de colère par exemple, ou l'exercice physique font partie des autres facteurs possibles de déclenchement. Même certains médicaments peuvent déclencher des crises d'asthme: l'aspirine et d'autres anti-inflammatoires non stéroïdiens ou des bêtabloquants (prescrits contre l'hypertension, les affections cardiaques et la migraine).

Réunions à Nouadhibou de la commission régionale de gestion des crises...



La commission régionale de gestion des crises a tenu mardi matin une réunion à Nouadhibou, consacrée à la revue du mécanisme de coordination entre cette commission et les différentes parties prenantes. Le wali de Dakhlet Nouadhibou, M. Yahya Ould Cheikh Mohamed Vall, a souligné dans un mot pour l'occasion, que réduire les risques de catastrophes et soutenir la résilience face à celles-ci est d'une grande importance pour les pouvoirs publics, en application des directives de Son

Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dans ce domaine. Il a souligné que la réunion de la commission a pour objectif de présenter les résultats de l'enquête menée par la délégation générale pour la Sécurité civile et la Gestion des Crises en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le Développement, sur les effets de la pandémie Covid-19. Le directeur de la Prévention et du Contrôle à la délégation générale pour la Sécurité civile et la Gestion

des Crises, M. Mohamed Ould Hanani, avait, auparavant, passé en revue certains aspects de l'action de cette commission et le rôle qu'elle pourrait jouer en cas de crise, ainsi que les mécanismes de coordination et de suivi dans de tels cas. La réunion s'est déroulée en présence du hakem de Nouadhibou, M. Sid Ahmed Ould Houeibib, et des représentants des services de sécurité de la wilaya ainsi que les départements ministériels représentés dans cette commission.

...et de suivi des récentes mesures de sécurisation



Le wali de Dakhlet Nouadhibou, M. Yahya Ould Cheikh Mohamed Vall, a présidé mardi, dans les locaux de la wilaya, une réunion qui a regroupé autour de lui le secrétaire général de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou, les autorités administratives et de sécurité, ainsi que les représentants des partis politiques et des organisations de la société civile. La réunion a porté sur le rôle que les partis politiques et les organisations de la société civile pourraient jouer dans les efforts déployés dans le cadre du plan de sécurité récemment annoncé pour sécuriser la ville. M. Yahya Ould Cheikh Mohamed Vall a remercié les représentants des partis politiques et des organisations de la société civile pour leur présence à cette réunion, qui intervient

après l'annonce récente, par le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation à Nouadhibou du plan de sécurité visant à sécuriser la ville, plan, qui vient d'être mis en œuvre. Le wali a ajouté que ce plan repose sur plusieurs volets, la division de la ville en plusieurs secteurs et l'attribution de chaque secteur à un corps de sécurité dans le cadre d'une nouvelle approche qui cherche à assurer la quiétude. Il a souligné que la mise en œuvre de ces mesures et le succès du plan de sécurité resteront incomplets sans la participation réelle et effective des organisations de la société civile notamment en ce qui concerne l'action tendant à changer certains des comportements de nos concitoyens. Le wali a mis l'accent sur la nécessité d'éliminer les comportements qui ne servent pas les ef-

forts consentis à cet égard. De son côté, le secrétaire général de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou, M. Sidi Moloud Ould Brahim, a affirmé la volonté de la Zone Franche d'accompagner les efforts consentis à cet égard et sa volonté de prendre des mesures pour organiser les marchés de la ville et assurer la sécurité et la fluidité du trafic pendant les jours de l'Aïd al-Fitr. Au cours de leurs interventions, les représentants de ces organes se sont déclarés prêts à accompagner les efforts déployés dans ce cadre par les autorités. Ils ont aussi, apprécié les résultats tangibles qui ont commencé à tomber au cours des jours qui ont suivi la mise en œuvre de ce plan.

Le wali du Gorgol visite des travaux dans la zone d'El Atef



Le wali du Gorgol, M. Hade-mine Ould Sidi Abba, a effectué, lundi, une visite d'information au niveau de plusieurs sites de travaux en cours dans le regroupement des villages de la zone d'El Atef. Les bâtiments, dont la construction est en cours d'exécution par la société Iskan, comprennent une mosquée, une école primaire, deux marchés, un poste de santé et des bureaux administratifs. Le wali s'est rendu dans les différents chantiers de construction et a donné des instructions sur la nécessité de respecter les délais consignés dans les cahiers de charges et les normes de qualité. Il a souligné dans une déclaration faite à l'AMI que l'objectif de ses visites est de constater sur le terrain le niveau d'avancement des travaux des infrastructures du regroupement. Il a ajouté que ce

regroupement va garantir plus de stabilité aux populations en mettant à leur disposition les différents services essentiels comme l'eau, la santé et l'enseignement. Il a également indiqué que le schéma d'implantation du regroupement a pris en considération, d'une part, les activités paysannes de la vallée du fleuve et, d'autre part, les activités pastorales des habitants. Par ailleurs, le wali a visité les travaux en cours au lycée de Toufondé Civet. Il a écouté des explications relatives au déroulement des travaux. Le wali a, également exhorté les responsables du chantier au respect des délais d'exécution et des normes de qualité. Au cours de ces visites, le wali était accompagné par le hakem de Kaédi, M. Lebatt Ould El Moctar et des autorités militaires et sécuritaires de la wilaya.

Météo :

Présence d'un couloir dépressionnaire sur l'ensemble du pays



La situation météorologique en Mauritanie sera caractérisée, au cours des prochaines 24 heures, par la présence d'un couloir dépressionnaire sur l'ensemble du pays. Cette situation favorisera des hausses sensibles de températures sur l'ensemble du territoire hormis les régions situées sur le littoral et au Nord. Les vents seront modérés de secteur Nord-ouest à Nord-est sur tout le pays, favorisant une visibilité affectée par du sable sur le Tiris-Zemmour, l'Adrar, l'Inchiri, Dakhlet-Nouadhibou, Nouakchott et le Tagant. Une bonne pénétration d'air humide d'origine maritime au cours de l'après-midi est attendue sur les régions occidentales tandis que ciel sera clair à peu nuageux. De faibles pluies sont attendues sur l'Est du Hodh Echarghi. La ville de Nouakchott connaîtra, quant à elle, des vents modérés de secteur Nord à Nord-ouest avec une bonne pénétration d'air humide d'origine maritime au cours de l'après-midi avec un ciel clair et une visibilité affectée par du sable. La mer sera peu agitée et la houle de di-

rection Nord-ouest à Nord-est. La hauteur des vagues variera entre 0.5 et 1.25 mètres. Voici les températures minimales et maximales:

Bir Moghreïn.....	14-30
Zouérate.....	16-31
Aoujeft.....	21-37
Chinguetti.....	18-31
Atar.....	20-36
Ouadane.....	19-31
Akjoujt.....	21-37
Nouadhibou.....	17-26
Nouakchott.....	20-33
Boutilimitt.....	29-39
Aleg.....	26-41
Maghtaa Lahjar.....	25-41
Boghé.....	25-45
Rosso.....	20-39
Kaédi.....	27-42
Maghama.....	27-42
Mbout.....	28-43
Sélibaby.....	28-43
Kiffa.....	28-43
Kankossa.....	28-43
Barkéwol.....	27-43
Tidjikja.....	23-38
Tichitt.....	26-41
Aïoun.....	28-42
Néma.....	29-43
Oualata.....	28-42

Délégation Générale «TAAZOUR» à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion

COMMISSION INTERNE DES MARCHES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE
(CIMAC/TAAZOUR)

Avis d'Appel d'offres pour

La sélection des prestataires pour la production des outils de communication (images, brochures, spots radio, vidéo sur les réalisations du prog, posters, panneau, dépliant, roll up, banderoles, gadgets, casquette, gilet, foulard) en TROIS LOTS pour une durée d'un an.

Pays : Mauritanie

Nom du Projet : Projet d'Appui au Système des Filets Sociaux (PASyFiS II)

No Don : D5680

AO No: N° 01/F/PASyFiS II/TAAZOUR/2021

1. La République Islamique de Mauritanie a reçu un don n° D5680 de l'Association Internationale pour le Développement pour financer le Projet d'Appui aux Filets Sociaux (PASyFiS II) et a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché pour la contractualisation d'un ou de plusieurs Marchés Clientél d'un an en vue de la sélection des prestataires pour la production des outils de communication (images, brochures, spots radio, vidéo sur les réalisations du prog, posters, panneau, dépliant, roll up, banderoles, gadgets, casquette, gilet, foulard) en TROIS LOTS pour une durée d'un an.

Lot 1: Media.

Lot 2: Impression.

Lot 3: Conceptions outils.

2. La passation du Marché sera conforme aux Règlements de passation des marchés de la Banque mondiale datées du 1er Juillet 2016, révisé en Novembre 2017 et Août 2018.

3. La Délégation Générale «TAAZOUR» sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la sélection des prestataires pour la production des outils de communication (images, brochures, spots radio, vidéo sur les réalisations du prog, posters, panneau, dépliant, roll up, banderoles, gadgets, casquette, gilet,

foulard) en TROIS LOTS et une durée d'un an.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du Programme National des Transferts Sociaux, ZRB 418 Ouest, Tél. : 25 05 59 53, de 8 h à 17 h TU de Lundi à Jeudi et le Vendredi de 8h à 12h TU, adresse électronique : pafs.tekavoul.rs@gmail.com.

5. Le Dossier d'Appel d'offres en Français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de deux mille (2.000) MRU. La méthode de paiement sera par versement direct au trésor public. Le document d'Appel d'offres sera remis au candidat directement contre une quittance du trésor public.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous : A Monsieur le Président Commission Interne des Marchés de l'Autorité Contractante de la Délégation Générale «TAAZOUR» (CIMAC/TAAZOUR): Secrétariat centrale 2ème étage au Siège de la Délégation Générale «TAAZOUR» la Solidarité Nationale et la Lutte Contre l'Exclusion, ZRB 420, KSAR Ilot C Nouakchott Ouest – Mauritanie (Tel : 45 24 38 88 / 45 24 38 99 Fax : 45 24 39 11), au plus tard le Mercredi 03 Juin 2021 à 10h00.

7. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera rejetée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse de la Commission Interne des Marchés de l'Autorité Contractante de la Délégation Générale «TAAZOUR» (CIMAC/TAAZOUR) Secrétariat Central au 2ème étage au Siège de la Délégation Générale TAAZOUR la Solidarité Nationale et la Lutte Contre l'Exclusion, ZRB 420, KSAR Ilot C Nouakchott Ouest – Mauritanie (Tel : 45 24 38 88 / 45 24 38 99 Fax: 45 24 39 11) le Mercredi 03 Juin 2021 à

10h00.

8. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre, pour un montant de 25 000 MRU pour chaque lot.

9. Sous peine de rejet, les offres doivent être accompagnées des échantillons pour chaque lot.

10. Les exigences minimales en matière de qualification sont :
-Le Chiffre d'affaires moyen annuel réalisé au cours de chacune des deux (2) dernières années sont au minimum de 2 000 000 MRU.

-Le montant minimum exigé d'avoirs liquides ou de crédit, nets d'autres engagements contractuels est : 200.000 MRU pour chaque lot.

-Fournir le document attestant au moins Une (1) expérience en matière de réalisation de prestations similaires durant les 3 dernières années attestées par un établissement public ou parapublic.

-Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

11. Un soumissionnaire peut soumissionner pour un ou plusieurs lots et il peut être attributaire au maximum de deux lots s'il y a d'autres soumissionnaires qualifiés pour un ou plusieurs lots et dont les offres ont été jugées conformes pour l'essentiel. S'il n'existe qu'un seul soumissionnaire qualifié pour plusieurs lots et dont l'offre est jugée conforme pour l'essentielle parmi les candidats, ce candidat peut être attributaire de l'ensemble des lots auxquels il est qualifié. »

12. La Période de validité de l'offre sera de 90 jours.

Secrétaire Général de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion TAAZOUR

Samba SALEM



Délégation Générale TAAZOUR à la Solidarité Nationale et la Lutte contre l'Exclusion

Projet d'Appui au Système des Filets Sociaux (PASyFiS II)

No : de Prêt/Crédit/Don : D5680

No : de référence : 02/PI/ PASyFiS II /2021

AVIS D'APPEL A MANIFESTATIONS D'INTERETS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET
POUR DES ENQUETES DE VERIFICATIONS PONCTUELLES (SPOTCHECK)

La Délégation Générale TAAZOUR à la Solidarité Nationale et la Lutte contre l'Exclusion de la République Islamique de Mauritanie a reçu un financement de l'Association internationale de développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : POUR DES ENQUETES DE VERIFICATIONS PONCTUELLES (SPOTCHECK).

Les services de consultant («Services») comprennent :

L'enquête de vérification ponctuelle pour objectif principal de s'assurer que les activités sont déroulées selon les règles et processus des manuels du projet pour chacune des composantes, d'identifier les points d'amélioration et de formuler des recommandations afin de renforcer la qualité des opérations du projet, en particulier celles du :

-Registre Social
-Tekavoul
-Elmaouna

L'évaluation spot check produira une appréciation commentée des aspects suivants :

-Le niveau d'atteinte des résultats immédiats attendus
-Approche de mise en œuvre de chaque processus conformément aux procédures établies par les manuels opérationnels des composantes du projet
-L'appréciation de la connaissance des processus par les bénéficiaires, leur niveau de satisfaction des services fournis et l'adéquation des processus à leurs contraintes.
-Les suggestions d'amélioration des parties prenantes, pour des interventions futures.

La Délégation Générale TAAZOUR à la Solidarité Nationale et la Lutte contre l'Exclusion invite les firmes de consultants («Consultants») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises notamment :

- Expertise dans l'évaluation de projet de développement, avoir conduit des évaluations
 - Justifier d'au moins 3 expériences dans la conduite des enquêtes (références à l'appui)
 - Connaissance du contexte institutionnel et culturel Mauritanien.
 - Capacité opérationnelle de mise en œuvre des évaluations de processus.
 - Avoir au moins 8 années d'expérience dans la formulation et/ou la mise en œuvre et/ou l'évaluation de programmes et projets de développement
 - Toute autre compétence jugée nécessaire par le soumissionnaire pour la bonne exécution de l'évaluation
- Le personnel de base de l'enquête spot check comprendrait :
- Le responsable de l'enquête,
 - Le statisticien d'échantillonnage,
 - Le coordinateur de terrain ou superviseur
 - L'analyste de données quantitatives et qualitatives
 - Une équipe de collecte (enquêteurs).

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts telles que décrites dans les paragraphes 3.14 et suivants, du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) », daté du 1er Juillet 2016, sont applicables.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode «Sélection fondée sur les qualifications des consultants (QC)», telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés ci-dessus mentionné ; Les critères pour la sélection seront fondés sur l'expérience générale et sur les expériences avérées dans la réalisation d'études similaires.

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire.

Les Consultants (Firme) intéressés doivent préciser clairement leurs adresses complètes, leurs nationalités et doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les expériences perti-

nentes pour l'exécution des Services

Les bureaux potentiels (prestataires ayant des références similaires) souhaitant exécuter cette mission devront soumettre leur manifestation d'intérêt (en quatre copies papier : dont une originale et trois copies) dans un dossier faisant ressortir les éléments suivants :

1. La lettre de candidature pour la Manifestation d'intérêt ;
2. la présentation du bureau et son organisation technique et managériale,
3. les références et les expériences spécifiques avérées dans le domaine ;
4. En cas de groupement, fournir l'acte de groupement précisant le chef de file, sa nationalité et son adresse complète.

NB : les cv ne sont pas requis à cette étape.

Les Consultants intéressés peuvent demander les TDR de la mission et aussi obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes: À l'attention de Monsieur le Président de la Commission Interne des Marchés de l'Autorité Contractante de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion «TAAZOUR».

Adresse : KSAR Ilot C ZRB 420; Tel : 45 24 38 88 / 45 24 38 99

Emails : ycbghma@gmail.com ; sarrasaleck2@gmail.com, 2ème étage Délégation Générale TAAZOUR ; Ville : Nouakchott, Pays : Mauritanie ; aux heures suivantes : du lundi au jeudi de 8 heures à 16 heures et le vendredi de 8 heures à 12 heures. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse suivante : Secrétariat de 2ème étage Délégation Générale TAAZOUR ; Ville: Nouakchott, Pays: Mauritanie; aux heures suivantes: du lundi au jeudi de 9 heures à 16 heures et le vendredi de 9 heures à 12 heures au plus tard le et le **Mercredi 19 Mai 2021 à 10 heures**

Secrétaire Général de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion «TAAZOUR»

Samba SALEM



Délégation Générale TAAZOUR à la Solidarité Nationale et la Lutte contre l'Exclusion

Projet d'Appui au Système des Filets Sociaux (PASyFiS II)



No de Prêt/Crédit/Don : D5680

No. de référence: 01/PI/ PASyFiS II/ /2021

AVIS D'APPEL A MANIFESTATIONS D'INTERETS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA CREATION D'UN SYSTEME DE GESTION DES CARTES DE MENAGES

La Délégation Générale TAAZOUR à la Solidarité Nationale et la Lutte contre l'Exclusion de la République Islamique de Mauritanie a reçu un financement de l'Association internationale de développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : CREATION D'UN SYSTEME DE GESTION DES CARTES DE MENAGES.

Les services de consultant (« Services ») comprennent :Création d'un système de gestion des cartes des ménages du Registre Social. Ce système doit permettre de :

1.Générer des codes QR pour les ménages inscrits dans une commune pilote de la Moughataa de Guidimagha, à partir de la base de données du Registre Social ;

2.Concevoir des cartes de qualité portant les codes QR généré en plus d'autres informations essentielles comme le logo du Registre Social et photo du chef de ménage ;

3.Superviser l'Imprimeimpressionrdles cartes de ménages de la commune pilote ;

4.Lire les codes QR gravés sur les cartes de ménages à travers une application mobile Développer une application mobile qui permet la lecture des codes QR gravés sur les cartes de ménages. Ces codes QR doiventt contenir les informations essentielles à l'identification et ciblage des ménages. Ces informations seront définies par le client.

5.Identifier les besoins des programmes utilisateurs et voir les possibles usages de la carte.

6.Animer un atelier d'information et de communication autour de l'outil

La Délégation Générale TAAZOUR à la Solidarité Nationale et la Lutte contre l'Exclusion invite les firmes de consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises notamment :

-Avoir au moins 7 ans d'expérience dans la conception de programme similaire

-Avoir au moins 5 ans d'expertise de mission en conduite de projets d'informatisation ;

-Avoir une parfaite maîtrise de l'implémentation des bases de données et des applications mobiles, en particulier dans le cadre de plateformes à gros volume de données ;

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts telles que décrites dans les paragraphes 3.14 et suivants, du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) », daté du 1er Juillet 2016, sont applicables.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode « Sélection fondée sur les qualifications des consultants (QC) », telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchésci-dessus mentionné ;

Les critères pour la sélection seront fondés sur l'expérience générale et sur les expériences avérées dans la réalisation d'études similaires.

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire.

Les Consultants (Firme) intéressés doivent préciser clairement leurs adresses complètes, leurs nationalités et doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les expériences pertinentes pour l'exécution des Services

Les bureaux potentiels (prestataires ayant des références similaires) souhaitant exécuter cette mission devront soumettre leur manifestation d'intérêt (en quatre copies papier : dont une originale et trois copies) dans un dossier faisant ressortir les éléments suivants :

1. La lettre de candidature pour la Manifestation d'intérêt ;

2. la présentation du bureau et son organisation technique et managériale,

3. les références et les expériences spécifiques avérées dans le domaine ;

4. En cas de groupement, fournir l'acte de groupement précisant le chef de file, sa nationalité et son adresse complète.

NB : les cv ne sont pas requis à cette étape.

Les Consultants intéressés peuvent demander les TDR de la mission et aussi obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : À l'attention de Monsieur le Président de la Commission Interne des Marchés de l'Autorité Contractante de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion «TAAZOUR» (CIMAC/TAAZOUR).

Adresse : KSAR Ilot C ZRB 420; Tel : 45 24 38 88 / 45 24 38 99

Emails : ycbghma@gmail.com ; sarrasaleck2@gmail.com, 2ème étage Délégation Générale TAAZOUR ; Ville : Nouakchott, Pays : Mauritanie ; aux heures suivantes : du lundi au jeudi de 8 heures à 16 heures et le vendredi de 8 heures à 12 heures.

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse suivante:Secrétariat de 2ème étage Délégation Générale TAAZOUR ; Ville: Nouakchott, Pays: Mauritanie;aux heures suivantes: du lundi au jeudi de 9 heures à 16 heures et le vendredi de 9 heures à 12 heures au plus tard le Mercredi 19 Mai 2021 à 10 heures

À l'attention de Monsieur le Président de la Commission Spéciale de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion « TAAZOUR »

Adresse : KSAR Ilot C ZRB 420; Tel : 45 24 38 88 / 45 24 38 99

Emails : ycbghma@gmail.com ; sarrasaleck2@gmail.com, Étage/Numéro de bureau : 2ème étage Secrétariat de la Délégation Générale Taazour ; Ville : Nouakchott, Pays : Mauritani ; aux heures suivantes : du lundi au jeudi de 8 heures à 16 heures et le vendredi de 8 heures à 12 heures.

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessus au plus tard le Mercredi 19 mai 2021et le Jeudi 06 mai 2021 à 10 heures.

**Secrétaire Général de la Délégation Générale
à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion
TAAZOUR
Samba SALEM**

ANNONCE

PLAN DE PASSATION DES MARCHES DE LA DIRECTION DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES ET CONSEIL AGRICOLE /MDR/2021

Réalisations envisagées en 2021	Source de financement	Type de marché	Mode de passation	Date prévue lancement de la sélection	Date prévue d'attribution du contrat	Date prévue de démarrage des prestations	Date prévue d'achèvement des prestations
1 Acquisition de 320 Tonnes de semences traditionnelles Hâtives	Budget Etat	Fourniture	AON	05/05/2021	07/06/2021	21/06/2021	21/07/2021
2 Acquisition de 1200 charrues à traction Animale avec accessoires	Budget Etat	Fourniture	AON	05/05/2021	07/06/2021	21/06/2021	21/07/2021
3 Acquisition de 260 Tonnes de semences traditionnelles tardives	Budget Etat	Fourniture	AON	04/06/2021	05/07/2021	21/07/2021	12/08/2021
4 Acquisition de 110T de pesticides poudres avec 70 T de pesticide micro granulés (en 2 lots)	Budget Etat	Fourniture	AON	05/05/2021	07/06/2021	21/06/2021	21/07/2021
5 Achat de matériel agricole en 3 lots	Budget Etat	Fourniture	AON	05/05/2021	07/06/2021	21/06/2021	21/07/2021
6 Achat de 500 T d'engrais NPK	Budget Etat	Fourniture	AON	14/05/2021	15/06/2021	28/06/2021	28/07/2021
7 Acquisition de 20000 unités de matériels Horticoles	Budget Etat	Fourniture	AON	14/05/2021	15/06/2021	28/06/2021	28/07/2021
8 Acquisition de semences maraichères	Budget Etat	Fourniture	AON	14/05/2021	15/06/2021	28/06/2021	28/07/2021
9 Acquisition de semences hybrides	Budget Etat	Fourniture	AON	14/05/2021	15/06/2021	28/06/2021	28/07/2021
10 Acquisition de 140 T de semences de pomme de terre.	Budget Etat	Fourniture	AON	30/06/2021	06/08/2021	13/08/2021	13/10/2021
11 Acquisition et installation de 140000 ml de matériel de protection (grillage et accessoires) pour sites maraichers en 3 lots	Budget Etat	Fourniture	AON	21/06/2021	22/07/2021	09/08/2021	10/09/2021
12 Achat et installation de 120 Pompes Solaires et accessoires et 20 motopompes (en 3 lots)	Budget Etat	Fourniture	AON	21/06/2021	22/07/2021	09/08/2021	10/09/2021
13 Acquisition et installation de 350 kits d'irrigation pour sites maraichers en 3 lots	Budget Etat	Fourniture	AON	21/06/2021	22/07/2021	09/08/2021	10/09/2021
14 Acquisition de 9 véhicules 4X4	Budget Etat	Fourniture	AON	14/05/2021	15/06/2021	28/06/2021	28/07/2021
Total							



AMI

FAX: 00 222 45 25 55 20

E-mail :

Chaabrim@gmail.com

amiakhbar@gmail.com

B P: 371/ 467



AVIS DE REPORT DE LA DATE LIMITE D'OUVERTURE D'APPEL

A MANIFESTATION D'INTERET N°6/CMD/ Agriculture/DAR/MDR/2021

Contrôle et surveillance des travaux d'aménagement des axes hydrauliques de Gdoum et Tambass dans le bassin de Garack en deux lots distincts.

Il est porté à la connaissance des candidats que :

-La date limite de dépôt des manifestations d'intérêt est reportée au **10/05/2021 à 12 heures** au lieu du **03/05/2021**.

-La date d'ouverture des manifestations d'intérêt est reportée au **10/05/2021 à 12 heures** au lieu du **03/05/2021**.

**Personne Responsable des Marchés Publics
du MDR**

Maître. Dr. Brahim Fall BABACAR

Mondial-2022 :

Le stade de Nouadhibou homologué par la CAF



Le stade de Nouadhibou a été homologué par la Confédération africaine (CAF), annonce-t-on dans un communiqué.

"Dans une circulaire-décision adressée à la Fédération de Football de Mauritanie (FFRIM) datée du 2 mai 2021, la Confédération Africaine de Football (CAF) et en référence à la circulaire du 1er avril dernier concernant les exigences d'homologation et de supervision des stades de la CAF pour les éliminatoires africaines de la Coupe du Monde FIFA Qatar 2022, a donné son approbation pour le stade de Nouadhibou", a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué.

Sauf report des éliminatoires, les Mourabitounes fouleront, pour la première fois, la pelouse de l'enceinte de Nouadhibou, le 5 juin prochain, à l'occasion de la réception de la Zambie, dans le cadre de la première journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar. "La CAF a tenu à souligner l'effort à faire par tous les pays du continent afin d'élever le niveau du football africain avec des installations améliorées, compte tenu de l'exposition mondiale de ce sport". 21 pays africains sur 55 ne disposent d'aucun stade homologué par la CAF pour les deux prochaines journées des éliminatoires de la coupe du monde, prévues dans la première quinzaine du mois de juin prochain.

La Confédération Africaine de Football (CAF) met ses menaces à exécution ! Après avoir annoncé ces derniers mois sa volonté de durcir le ton en matière de qualité des infrastructures, l'instance panafricaine a publié lundi la liste des stades homologués, pays par pays, pour les deux premières journées des éliminatoires du Mondial 2022 qui débutent en juin. Au cours d'une réunion en visioconférence du comité exécutif, le nouveau secrétaire général de la CAF, Véron Mosengo-Omba a présenté un rapport sur la détérioration de l'état des infrastructures sportives dans le continent.

Ces stades et tribunes d'accueil qui n'offrent plus de garanties pour accueillir les compétitions internationales sont désormais dans la liste rouge.

Sur l'ensemble des 55 pays affiliés à l'instance, plus d'une vingtaine devront trouver une solution pour espérer accueillir une rencontre lors de

la prochaine fenêtre internationale du mois de juin, pour les éliminatoires de la Coupe du monde 2022. Pour la zone UFOA A, qui compte 9 fédérations nationales, ne dispose que de quatre stades homologués : Praia, Nouadhibou, Conakry et Bissau.

À titre de comparaison, l'Afrique du Sud à elle seule, dispose de 13 stades aux normes, tandis que l'Egypte et le Cameroun, hôtes de la précédente et de la prochaine éditions de la CAN, comptent respectivement 7 et 5 stades homologués. Pas un hasard puisque la plupart de ces pays ont récemment accueilli une CAN ou s'apprêtent à le faire, dans le cas du Cameroun. Autres bons élèves du continent, le Nigeria et le Maroc présentent chacun, 6 stades aux normes.

Les stades sont au cœur du jeu

Dans une circulaire adressée aux 54 associations membres, datée du 26 juillet 2020, la Confédération Africaine de Football (CAF) invite les Fédérations à profiter de cette période d'arrêt forcée des compétitions pour améliorer les stades. «Les stades sont au cœur du jeu... des stades de qualité sont fondamentaux pour le développement et le progrès du football africain», écrit la CAF. «À cet égard, et compte tenu de la suspension actuelle des compétitions de football nationales/internationales en raison du Covid-19, la CAF recommande que cette période d'interruption soit utilisée pour améliorer les stades et autres installations pour les matches dans vos sites respectifs et dans la mesure du possible», précise l'instance panafricaine. La CAF liste une série de points qu'elle considère «incontournables» à l'homologation des stades pour les échéances à venir et rappelle que : «lorsqu'un stade d'un pays ne remplit pas les conditions requises, son équipe nationale et / ou ses clubs peuvent être tenus de jouer leurs matches dans le stade agréé d'un autre pays».

Les points sur lesquels les fédérations sont invitées à agir en priorité et considérés comme «incontournables» sont listés en annexe de la circulaire et concernent :

Exigences indispensables – Obligatoire pour approbation
Haute qualité du terrain (naturel ou

artificiel); Le terrain de jeu doit être absolument lisse et de niveau. Il doit être en gazon naturel ou en gazon artificiel et en parfait état.

Avec de l'herbe naturelle, il devrait avoir un système d'arrosage efficace pour une utilisation par temps sec. En cas de gazon artificiel, fournir un certificat de terrain de la FIFA qui ne doit pas être daté de plus de 2 ans.

Projecteurs d'une puissance d'au moins 1200 LUX

Pour les matches qui ne se disputent pas pendant la journée et qui se joueront en soirée avec l'éclairage. Un éclairage horizontal minimum de 1200 Lux doit être fourni sur tout le terrain. Fournir un certificat de test d'éclairage qui ne peut être daté de plus de 2 ans.

3. Les bancs des remplaçants et des officiels du match

Il devrait y avoir deux bancs de remplacement de matériaux de haute qualité pour les équipes et un banc pour les officiels.

4. Sièges individuels dans les stades

Les sièges pour les spectateurs doivent être individuels, fixés (p. Ex. Au sol), séparés les uns des autres, moulés, numérotés, faits d'un matériau incassable et non inflammable, et ont un dossier d'une hauteur minimale de trente (30) cm lorsqu'il est mesuré à partir du siège.

5. Vestiaires propres et décentes de norme internationale

Les stades doivent fournir des vestiaires spacieux de haute qualité et d'autres installations pour garantir que les joueurs et les officiels de match puissent mener leurs activités dans le confort et la sécurité.

Il est essentiel que les deux vestiaires principaux d'un stade soient de même taille, style et confort. Fréquemment, le vestiaire de l'équipe à domicile est de loin supérieur à celui qui est fourni à l'équipe visiteuse. Cela peut être acceptable au niveau du football national, mais cela réduit la possibilité que le stade soit utilisé comme un lieu neutre pour une compétition dans laquelle les organisateurs doivent fournir aux deux équipes des installations égales.

6. Installations sanitaires pour les spectateurs

Des installations sanitaires propres et hygiéniques en nombre suffisant doivent être réparties équitablement dans tous les secteurs du stade. Les toilettes et les urinoirs doivent être équipés de chasses d'eaux. Les éviers et des produits d'hygiène tels que papier toilette et savon doivent être mis à disposition.

7. Certificat de sécurité et d'incendie du stade délivré par les autorités locales ne pouvant être daté de plus de 2 ans. Installations de premiers secours et de traitement pour les joueurs, les officiels et les spectateurs. Le stade doit être pourvu d'une infirmerie pour les joueurs, les officiels et pour les spectateurs.

Mamadou THIAM

Coupe du Président de la République :

Les rencontres du premier tour connues



Lundi 3 mai s'est déroulé au siège de la FFRIM le tirage au sort du premier tour de la Coupe du président de la République. De belles empoignées seront au menu du premier tour.

Amitié de Teyaret affrontera Douanes. FC Hadaya d'Akjoujt se mesurera au FC Brakna.

Au deuxième tour, Jeunesse Ksar sera opposé au vainqueur de FC Ha-

daya d'Akjoujt se mesurera au FC Brakna tandis que le vainqueur de Amitié de Teyaret vs Douanes rencontrera ASC SNIM. Enfin duel entre clubs de super D1 reversés en play down. Trarza Médina AC, lourdement battu lors de la première journée (0-3) tentera de prendre sa revanche sur l'ASC Armée.

Les matches se disputeront les 11 et 15 mai prochain.

Basket-ball

Championnat National seniors garçons Confrontations épiques



Le Championnat National seniors garçons bat son plein. Des confrontations épiques étaient au programme le week end écoulé. Samedi 1er mai, pour le compte de la zone Sud, Teyaret Feu Lemir s'est imposé face à Kaédi FC (69-34), sur le plancher de l'Institut Supérieur de la Jeunesse et des Sports (ISJS). Dans

son antre, Boghé B C a disposé de Rosso B C sur la marque de 73 points à 68. Dimanche, Teyaret Feu Lemir a de nouveau imposé sa suprématie sur Kaédi FC battu sur la marque de 80 points à 41. Rosso BC savoure le goût de la victoire en prenant sa revanche sur Boghé sur la marque de 53 points à 43.

Paulo Duarte, nouveau sélectionneur du Togo

Grosse surprise réservée par la Fédération togolaise de football (FTF). En quête d'un successeur au Français Claude Le Roy, qui a démissionné le mois dernier suite à l'échec de la qualification pour la CAN 2021, l'instance a annoncé ce lundi la nomination de Paulo Duarte au poste de sélectionneur !

Alors que les noms du Français Alain Giresse et du Congolais Florent Ibenge circulaient avec insistance ces dernières heures, personne n'avait vu venir Duarte qui occupait depuis le mois de septembre 2020 le poste d'entraîneur du club angolais de Primeiro De Agosto. Grand baroudeur du football africain, le Portugais s'est révélé comme sélectionneur du Burkina Faso (2007-2012), mais ses dernières expériences sur le banc de sélections nationales se sont avérées plus miti-

gées, d'abord au Gabon (2012-2013) puis au Burkina Faso (2016-2019) où son retour avait bien débuté avec une 3e place à la CAN 2017 avant de se terminer sur une non-qualification pour l'édition 2019.

Avide de revanche, l'homme de 52 ans devra toutefois patienter avant d'aborder sa nouvelle aventure. En effet, en vertu d'un accord avec son club actuel, la FTF précise que le Lusitanien ne prendra ses fonctions qu'au mois d'août. D'ici-là, le technicien local Jonas Kokou Komla dirigera les Eperviers le mois prochain contre le Sénégal et la Namibie à l'occasion des deux premières journées des qualifications à la Coupe du monde 2022. Duarte, lui, débutera officiellement en septembre lors de la double confrontation contre le Congo.